Extrait du registre
des délibérations de la commune de VARRAINS
séance du 07/09/2017

Date de la convocation 01/09/2017	L' an 2017, le 7 Septembre à 20 heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s' est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de LEGRAND Didier, Maire
Date d'affichage 01/09/2017	
Nombre de membres Afférents au Conseil municipal : 11 Présents : 10 Votants : 10	

Présents : M. LEGRAND Didier, Maire, Mmes : BIRIE-HABAS Cécile, KAMINSKI-MILLON Aurélie, MILLON-THIBAUT Catherine, MISANDEAU Jeannine, MM : BOIREAU Joël, BONNEAU Cédric, DELAMARE Pierre-Yves, HAY Sylvain, ROBERT Eric
Absent(s) : Mme PEREIRA Véronique

Secrétaire : M. BOIREAU Joël

Monsieur le Maire souhaite revoir la composition des commissions faisant suite au décès de Monsieur Bernard LUMINEAU et aux différentes démissions (Mme Isabelle ROBERT, conseillère municipale et Mme Hélène COSSONEAU à la Caisse des Ecoles).

Réf : 2017/9/51 A l'unanimité Pour : 10 Contre : 0 Abstentions : 0 Délibération visée en sous préfecture de Saumur le 18/09/2017	<u>CAISSE DES ECOLES</u> <u>DESIGNATION D'UN NOUVEAU REPRESENTANT SUITE A DEMISSION</u> Considérant la délibération du 3 avril 2014 fixant la composition de la Caisse des Ecoles, Le Comité comprend outre le Maire, qui en est le Président, en nombre égal des membres élus au sein du Conseil Municipal et des membres nommés par le Maire parmi les personnes non membres du Conseil Municipal Considérant que Mme MEQUIGNON COSSONEAU, directrice d'école et représentante de l'Education Nationale a démissionné de la Caisse des Ecoles depuis son départ de l'école publique des Rogelins. Considérant la candidature de Mme Elisabetta SERASINI, directrice de l'Ecole Publique des Rogelins à Varrains pour siéger en tant que membre extérieur à la Caisse des Ecoles LE CONSEIL MUNICIPAL Après en avoir délibéré - PROCEDE à la désignation de Mme Elisabetta SERASINI pour remplacer Mme MEQUIGNON COSSONEAU pour siéger au sein de la Caisse des Ecoles - DIT que la nouvelle composition de la Caisse des Ecoles est la suivante Les Conseillers Municipaux amenés à siéger au sein du Comité de la Caisse des Ecoles sont : <ul style="list-style-type: none">• Madame Jeannine MISANDEAU• Madame Catherine MILLON-THIBAUT• Madame Cécile BIRIE HABAS• Madame Aurélie KAMINSKI-MILLON - PRECISE les noms des quatre personnes nommées par le Maire non membres du Conseil Municipal : <ul style="list-style-type: none">- Madame Elisabetta SERASINI- Madame Agnès BEUZIT- Monsieur Antoine VERON- Monsieur Jean-Marie BARBRAULT Soit un total de 8 membres auquel s'ajoute le Maire M. Didier LEGRAND, Président de la Caisse des Ecoles
--	---

Réf : 2017/9/53 A l'unanimité Pour : 10 Contre : 0 Abstentions : 0	<u>CCAS</u> <u>DESIGNATION D'UN NOUVEAU DELEGUE (SUITE A DEMISSION D'UN CONSEILLER MUNICIPAL EN JUIN 2017)</u> Considérant les délibérations du 3 avril 2014 fixant le nombre de représentant et la désignation des personnes siégeant au sein du CCAS,
---	---

<p>Délibération visée en sous préfecture de Saumur le 18/09/2017</p>	<p>Considérant que Madame Isabelle ROBERT, suite à sa démission du Conseil Municipal en juin 2017 doit être remplacée au sein du CCAS Le Conseil d'Administration comprend outre le Maire, qui en est le Président, en nombre égal des membres élus au sein du Conseil Municipal et des membres nommés par le Maire parmi les personnes non membres du Conseil Municipal</p> <p>Monsieur le Maire invite les conseillers municipaux à présenter leur candidature. Monsieur Pierre-Yves DELAMARE propose sa candidature</p> <p>LE CONSEIL MUNICIPAL Après en avoir délibéré PROCEDE à la désignation de Monsieur Pierre-Yves DELAMARE pour remplacer Madame Isabelle ROBERT pour siéger au sein du CCAS en tant que membre du Conseil Municipal</p> <ul style="list-style-type: none"> - DIT que la nouvelle composition du CCAS est la suivante Les Conseillers Municipaux amenés à siéger au sein du Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale sont : <ul style="list-style-type: none"> - Madame Catherine MILLON-THIBAUT - Madame Cécile BIRIE-HABAS - Monsieur Eric ROBERT - Monsieur Pierre-Yves DELAMARE - les noms des quatre personnes nommées par le Maire non membres du Conseil Municipal restent inchangés <ul style="list-style-type: none"> - Madame Nicole FOUQUET (Associations Familiales) - Madame Anne-Marie RICHARD (Personnes handicapées) - Madame Marie-Josée MILLON (personnes âgées) - Madame Annie EPIN (domaine de l'insertion et de l'exclusion)
<p>Réf : 2017/9/52</p> <p>A l'unanimité Pour : 10 Contre : 0 Abstentions : 0</p> <p>Délibération visée en sous préfecture de Saumur le 18/09/2017</p>	<p><u>SIEML (SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIES DE MAINE-ET-LOIRE)</u> <u>DESIGNATION DE DELEGUES</u></p> <p>VU la réforme statutaire du Syndicat Intercommunal d'Energies de Maine-et-Loire (réf délibération du 11/5/2017) CONSIDERANT la désignation de deux délégués (à savoir M. Bernard LUMINEAU, titulaire et Monsieur Eric ROBERT suppléant) (réf délibération du 22/10/2015) CONSIDERANT que la nomination de nouveaux délégués doit être effectuée par le Conseil Municipal (suite au décès de Monsieur Bernard LUMINEAU en février dernier)</p> <p>Après avoir entendu les candidatures des conseillers municipaux, en particulier celles de Monsieur Eric ROBERT et de Madame Aurélie KAMINSKI-MILLON</p> <p>LE CONSEIL MUNICIPAL Après en avoir délibéré</p> <p>ACCEPTTE la nomination de</p> <ul style="list-style-type: none"> - Monsieur Eric ROBERT, délégué titulaire - Madame Aurélie KAMINSKI-MILLON, délégué suppléant
<p>Réf : 2017/9/54</p> <p>A l'unanimité Pour : 10 Contre : 0 Abstentions : 0</p> <p>Délibération visée en sous préfecture de Saumur le 18/09/2017</p>	<p><u>CORRESPONDANTS DEFENSE ET SECURITE CIVILE</u></p> <p>A chaque renouvellement de Conseil Municipal, le Service Interministériel de Défense et de Protection Civiles demande aux communes de nommer des représentants à savoir</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 correspondant défense - 1 correspondant sécurité civile - 4 personnes à contacter en cas d'alerte <p>Le Conseil Municipal réuni le 3/4/2014 avait décidé de nommer M. Pierre-Yves DELAMARE, correspondant défense de nommer M. Bernard LUMINEAU, correspondant sécurité civile de désigner les personnes à contacter en cas d'alerte M. Bernard LUMINEAU,</p>

Mme Jeannine MISANDEAU, M. Didier LEGRAND, M. Thierry GRABKO (agent communal)

Suite au décès de Monsieur Bernard LUMINEAU le 25/02/2017
il y a lieu de nommer un nouveau correspondant sécurité civile

LE CONSEIL MUNICIPAL
Après en avoir délibéré

- DECIDE de nommer Monsieur le Maire comme correspondant sécurité civile
- DECIDE de maintenir M. Pierre-Yves DELAMARE, comme correspondant défense
- DECIDE de maintenir les personnes à contacter en cas d'alerte à savoir M. le Maire, Mme Jeannine MISANDEAU et M. Thierry GRABKO (agent communal)

COMMISSIONS COMMUNALES

Président : M. Didier LEGRAND, maire

FINANCES

vice-président : M. Joël BOIREAU

membres : Mme Jeannine MISANDEAU; Mme Catherine MILLON-THIBAUT, Mme Véronique PEREIRA ; M. Cédric BONNEAU

VOIRIE

vice-président : M. Joël BOIREAU

membres : M. Cédric BONNEAU ; M. Sylvain HAY

ESPACES VERTS

vice-président : M. Pierre-Yves DELAMARE

membres : Mme Aurélie KAMINSKI-MILLON ; M. Eric ROBERT ; Mme Cécile BIRIE-HABAS

BATIMENTS COMMUNAUX

vice-présidente : Mme Jeannine MISANDEAU

membres : M. Joël BOIREAU ; M. Eric ROBERT

URBANISME ET PLAN LOCAL D'URBANISME

vice-présidente : Mme Jeannine MISANDEAU

membres : M. Joël BOIREAU ; M. Cédric BONNEAU ; M. Sylvain HAY

FETES ET CEREMONIES

vice-présidente : Mme Catherine MILLON-THIBAUT

membres : M. Pierre-Yves DELAMARE ; M. Eric ROBERT ; Mme Cécile BIRIE-HABAS

CIMETIERE

vice-présidente : Mme Jeannine MISANDEAU

membres : Mme Véronique PEREIRA ; M. Cédric BONNEAU ; Mme Cécile BIRIE-HABAS

AFFAIRES SCOLAIRES

vice-présidente : Mme Jeannine MISANDEAU

membres : Mme Catherine MILLON-THIBAUT ; Mme Cécile BIRIE HABAS ; Mme Aurélie KAMINSKI-MILLON

COMMUNICATION ET CULTURELLE

vice-président : M. Joël BOIREAU

membres : Mme Catherine MILLON-THIBAUT ; Mme Jeannine MISANDEAU ; M. Pierre-Yves DELAMARE

ACQUISITION/CESSION DE BIENS

vice-président : M. Joël BOIREAU

Monsieur Sylvain HAY, Monsieur Joël BOIREAU et Monsieur Eric ROBERT

GRUPE DE TRAVAIL FINANCES ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS

Membres des la commission Finances

vice-président : M. Joël BOIREAU

membres : Mme Jeannine MISANDEAU ; Mme Catherine MILLON-THIBAUT, Mme Véronique PEREIRA ; M. Cédric BONNEAU

++ Mme Aurélie KAMINSKI-MILLION, M. Eric ROBERT, M. Pierre Yves DELAMARE

COMMISSION D'APPEL D'OFFRES ET DU BUREAU D'ADJUDICATION

– Membres titulaires

- Madame Jeannine MISANDEAU
- Monsieur Joël BOIREAU
- Monsieur Eric ROBERT

– Membres suppléants

- Monsieur Cédric BONNEAU
- Monsieur Sylvain HAY

COMMISSION DES IMPOTS DIRECTS

Monsieur Didier LEGRAND

Membres titulaires : Mme Jeannine MISANDEAU, Mme Annie RICHARD M. Joël BOIREAU, Mme Nicole FOUQUET, M. Jean BERTHAUD, M. Pascal BERGER (personne extérieure à la commune)

Membres suppléants : M. Jean-Louis PETIT, M. Patrice BENARD, M. Jean-Pierre NEPVEUX, M. Jean-Luc GUIOCHEAU

CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE

Membres du conseil municipal

- Madame Catherine MILLON-THIBAUT
- Madame Cécile BIRIE-HABAS
- Monsieur Eric ROBERT
- Monsieur Pierre-Yves DELAMARE

Membres extérieurs

- Madame Nicole FOUQUET (Associations Familiales)
- Madame Anne-Marie RICHARD (Personnes handicapées)
- Madame Marie-Josée MILLON (personnes âgées)
- Madame Annie EPIN (domaine de l'insertion et de l'exclusion)

CAISSE DES ECOLES

Membres du conseil municipal

- Madame Jeannine MISANDEAU
- Madame Catherine MILLON-THIBAUT
- Madame Cécile BIRIE HABAS
- Madame Aurélie KAMINSKI-MILLON

Membres extérieurs

- Madame Elisabetta SERASINI
- Madame Agnès BEUZIT
- Monsieur Antoine VERON (représentant préfecture)
- Monsieur Jean-Marie BARBRAULT

COMMISSION DE REVISION DES LISTES ELECTORALES

- Madame Jeannine MISANDEAU
- Madame Marielle LUMINEAU

COMMISSIONS INTERCOMMUNALES

PARC NATUREL REGIONAL LOIRE ANJOU TOURAINE

- Monsieur Pierre-Yves DELAMARE (titulaire)
- Madame Véronique PEREIRA (suppléante)

SYNDICAT DE LA COTE

Compétence Relais Assistantes Maternelles

Madame Catherine MILLON-THIBAUT

Madame Cécile BIRIE-HABAS

SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIES DE MAINE-ET-LOIRE

DESIGNATION DES DELEGUES

Monsieur Eric ROBERT (délégué titulaire) et Madame Aurélie KAMINSKI-MILLON (délégué suppléant)

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SAUMUR LOIRE DEVELOPPEMENT

DESIGNATION DES DELEGUES APPELES A SIEGER AU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

- Monsieur Didier LEGRAND, Maire
- Madame Jeannine MISANDEAU, adjoint

COMMISSION D'EVALUATION DES TRANSFERTS DE CHARGES (CLECT)

- Monsieur Didier LEGRAND

COMMISSION INTERCOMMUNALE DES IMPOTS DIRECTS

Aucun élu désigné par Saumur Val de Loire

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU CHATEAU DES IFS VARRAINS-CHACE

DESIGNATION DES MEMBRES

- Monsieur Didier LEGRAND
- Madame Catherine MILLON-THIBAUT (Présidente)
- Monsieur Pierre-Yves DELAMARE
- Monsieur Joël BOIREAU

SYNDICAT INTERCOMMUNAL A VOCATION MULTIPLE CIAS DU CANTON DE SAUMUR SUD GESTION DE LA MAISON DE RETRAITE DE FONTEVRAUD

Membres titulaires

- Monsieur Didier LEGRAND
- Madame Catherine MILLON-THIBAUT

Membres suppléants

- Madame Cécile BIRIE-HABAS
- Madame Jeannine MISANDEAU

Membre extérieur et membre du CCAS : Madame Nicole FOUQUET

ASSOCIATIONS

ASSOCIATION FAMILLES RURALES INTERCOMMUNALE ENFANCE JEUNESSE

M. Didier LEGRAND,

ECOLE PRIVEE - OGE

- Madame Cécile BIRIE HABAS (suppléante : Madame Véronique PEREIRA)

REFERENTS

❖ SECURITE ROUTIERE

Mme Aurélie MILLON KAMINSKI

❖ DEFENSE

M. Pierre-Yves DELAMARE

❖ SECURITE CIVILE

M. Didier LEGRAND

❖ ALERTE

M. Didier LEGRAND, Mme Jeannine MISANDEAU, M. Thierry GRABKO (agent communal)

Projet commune nouvelle – Brézé – Chacé – Saint Cyr en Bourg - Varrains

❖ Comité de pilotage

M. Didier LEGRAND – Mme Jeannine MISANDEAU – M. Joël BOIREAU

❖ Groupe de Travail Finances

M. Joël BOIREAU – suppléante : Mme MISANDEAU – Mme Aurélie KAMINSKI-MILLON- M. Eric ROBERT – Mme BANCHEREAU Emmanuelle (secrétaire)

❖ Groupe de Travail Ressources Humaines

M. Didier LEGRAND – suppléante : Mme Catherine MILLON-THIBAUT – Mme Cécile BIRIE-HABAS – M. Pierre-Yves DELAMARE – Mme Emmanuelle BANCHEREAU (secrétaire)

Egalement, Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'un séminaire des élus sur le projet de création d'une commune nouvelle se tiendra le samedi 16 septembre 2017 à 9 h à Saint Cyr en Bourg.

En prévision de cette réunion des élus des quatre communes, des ateliers de travail doivent être constitués

Au moins 1 élu par atelier (idéalement 2)

Thèmes des ateliers	Nom/prénom
1) Assurer l'accueil et l'éducation	Mmes Jeannine MISANDEAU et Cécile BIRIE-HABAS

des jeunes (école, péri-scolaire, accueil de loisirs, animation jeunesse,...)	
2) Santé et actions sociales	M. Didier LEGRAND et Mme Catherine MILLON-THIBAUT
3) Maintenir et renforcer le lien social ; Faire ensemble en proximité avec les habitants, les associations et les entreprises	M. Eric ROBERT et Cédric BONNEAU
4) Valoriser notre cadre de vie, notre culture et notre patrimoine (accueil de nouveaux arrivants, développement touristique,...)	M. Sylvain HAY et Pierre-Yves DELAMARE
5) Renforcer les liens qui nous unissent ; optimiser nos moyens	M. Joël BOIREAU et Mme Aurélie KAMINSKI MILLON

BATIMENTS COMMUNAUX

Ecole publique des Rogelins

Cantine scolaire : projet de travaux de peinture

Des devis sont attendus pour des travaux de peinture à la cantine scolaire

- Cuisine : peintures plafond, murs et tuyaux
- Laverie : murs, tuyaux
- Réserve : plafonds, murs

Un premier devis a été réceptionné pour un coût total HT/TTC (pas de TVA) de 1620.83 euros

Le Conseil Municipal décide de reporter les travaux à l'été 2018.

Par contre, Monsieur le Maire précise qu'un artisan devra intervenir urgemment pour remplacer une vitre cassée au niveau de la garderie.

La peinture des grilles et portail de la mairie est également commandée à Monsieur CASTRO – effectuée prochainement

travaux de peinture – été 2017

Madame Jeannine MISANDEAU informe le Conseil Municipal que des travaux de peinture et changement en partie du revêtement de sol à l'intérieur du bâtiment scolaire ont été effectués cet été par Monsieur CASTRO, notamment dans le bureau de direction, toilettes côté maternelles et local des Asem.

Egalement, les portails de l'école ont été repeints, après qu'un des portails ait été réparé.

Autres dossiers

Présentation du devis Comessa pour le remplacement d'un volet côté maternelle : 733.56 euros TTC.

Le Conseil Municipal souhaite étudier le remplacement des 3 volets côté des maternelles et demande un second devis à la Comessa et à d'autres sociétés.

Eglise

Remplacement des ampoules grillées

Des devis sont également attendus pour remplacer les quelques ampoules grillées à l'intérieur de l'église. Une nacelle sera nécessaire.

MARCHE DE TRAVAUX D'ACCESSIBILITE SUR BATIMENTS ERP (MAIRIE, ECOLE PUBLIQUE DES ROGELINS, ESPACE HULIN ET EGLISE SAINT FLORENT)

DELEGATIONS DONNES AU MAIRE

Monsieur Joël BOIREAU explique aux conseillers municipaux que l'enveloppe globale des travaux est estimée à 110 000 euros TTC avec l'installation des sanitaires accessibles aux personnes à mobilité réduite. Ces derniers étant différés en 2018 (sous réserve de la décision du Conseil Municipal), les travaux seraient estimés à 83 000 euros TTC.

La consultation du marché s'est effectuée du 12 juillet au 4 septembre 2017.

13 entreprises ont répondu aux différents lots.

Pour rappel : les travaux portent sur 4 sites (mairie, Eglise, Espace Hulin, Ecole publique des Rogelins) répartis en 10 lots.

Les principaux postes sont la voirie (Espace Hulin, église et école) puis vient ensuite la maçonnerie (espace hulin) et la menuiserie (mairie).

La commune a présenté des dossiers de subventions qui ont été acceptés (notamment DETR à hauteur de 45 % du montant total ht et la TDIL (ancienne réserve parlementaire) pour 8000 euros.

La Commission d'Appel d'offres s'est réunie le 6 septembre dernier pour ouvrir les plis. Il en résulte que certains lots doivent être négociés avec les entreprises. 2 lots sont infructueux (absence d'offres). Afin de prévoir les négociations et relancer une consultation par devis, le Conseil Municipal doit autoriser Monsieur le Maire à le faire par délégation. Une décision définitive sur le choix des entreprises sera faite en octobre.

Voir délibération ci-dessous

Réf : 2017/9/66

A l'unanimité

Pour : 10

Contre : 0

Abstentions : 0

Délibération visée en sous-préfecture de Saumur le 21/09/2017

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil Municipal de la procédure de consultation concernant des travaux d'accessibilité des bâtiments ERP, répartie en 4 opérations et en 10 lots

- opération A - Espace socio Culturel
- opération B - Eglise Saint Florent
- opération C - Mairie
- opération D - Ecole Publique des Rogelins

(voir tableau ci-dessous)

La consultation a été effectuée du 12 juillet au 4 septembre 2017

	opération A	opération B	opération C	opération D
	Espace socio-culturel René Hulín	église St Florent	Mairie	Ecole-Cantine-Garderie des Rogelins
lot 1 : Voirie	X	X		X
lot 2 : Démolition - Maçonnerie	X			X
lot 3 : Charpente - Bardage - Menuiserie	X			
lot 4 : Menuiserie - Cloisonnement			X	
lot 5 : Plâtrerie – Cloisons sèches - Isolation	X			
lot 6 : Electricité	X			
lot 7 : Electricité - Courants faibles - VMC			X	
lot 8 : Plomberie-Sanitaire	X			
lot 9 : Carrelage - Faïence			X	
lot 10 : Peinture - Revêtement mural			X	

La Commission d'Appel d'Offres qui s'est réunie le 6/09/2017 a ouvert l'ensemble des plis reçus et a constaté une nécessité de renégociation sur l'ensemble des lots hormis pour l'opération A - Espace Associatif et Culturel René Hulín - et spécifiquement les lots 8 "Plomberie et sanitaires" et 6 "Electricité"- qui sont des lots infructueux (absence de plis)

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- PREND acte du travail d'ouverture des plis de la commission d'appel d'offres et des suites à donner aux entreprises
- AUTORISE Monsieur le Maire à effectuer une négociation pour l'ensemble des lots pour lesquels des plis ont été remis conformément au règlement de consultation du marché
- AUTORISE Monsieur le Maire à effectuer une nouvelle consultation par devis pour les lots 8 "Plomberie et sanitaires" et 6 "Electricité" de l'opération A - Espace Associatif et Culturel

Salle Mariane : les marches de l'escalier extérieur, côté Place de la Folie, ont été refaites par le maçon GUIOCHEAU.

URBANISME

Dossier PLUi

Dans l'avancée du dossier d'élaboration du PLUi, les exploitants agricoles des différentes communes de

l'agglomération saumuroise, seront conviés à diverses réunions.

Une première réunion s'est tenue le 5 septembre dernier. D'autres réunions seront nécessaires afin de prévoir les cheminements vers les exploitations et d'aborder le problème de traitement des vignes aux abords des écoles et centres aérés.

Réunion avec le Cabinet d'Etudes Audicé – en mairie de Varrains le 20/10 prochain

Les élus de la commune seront conviés à une réunion de présentation du diagnostic foncier, afin de compléter le diagnostic territorial.

FINANCES

<p>Réf : 2017/9/55</p> <p>A l'unanimité Pour : 10 Contre : 0 Abstentions : 0</p> <p>Délibération visée en sous préfecture de Saumur le 18/09/2017</p>	<p><u>CONCOURS DU COMPTABLE PAYEUR INDEMNITE DE CONSEIL</u></p> <p>VU l'article 97 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, VU le décret n° 82.979 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi des indemnités par les collectivités territoriales et leurs établissements publics aux agents des services extérieurs de l'Etat, VU l'arrêté interministériel du 16 septembre 1983 relatif aux indemnités allouées par les communes pour la confection des documents budgétaires, VU l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 relatif aux conditions d'attribution de l'indemnité de conseil allouée aux comptables non centralisateurs du Trésor chargés des fonctions de receveurs des communes et établissements publics locaux, VU la nomination de Mme KAPFER comme comptable principal à la Trésorerie de Saumur au 1/01/2017 (en remplacement de M GONZALEZ) Conformément à l'article 3 de l'arrêté précité, une nouvelle délibération doit être prise lors du changement de Comptable du Trésor.</p> <p>LE CONSEIL MUNICIPAL, A l'unanimité</p> <ul style="list-style-type: none">- EST INFORMÉ du changement de comptable, à savoir Mme KAPFER Gisèle à la Trésorerie de Saumur depuis le 1er janvier 2017- DECIDE<ul style="list-style-type: none">– de demander le concours du comptable pour assurer des prestations de conseil,– d'accorder l'indemnité de conseil au taux de 100 % par an,– que cette indemnité sera calculée selon les bases définies à l'article 4 de l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 précité et sera attribuée à Mme Gisèle KAPFER en poste comme comptable principal du Trésor Public à compter du 1er janvier 2017 en remplacement de M. Jean-Pierre GONZALEZ
<p>Réf : 2017/9/56</p> <p>A l'unanimité Pour : 10 Contre : 0 Abstentions : 0</p> <p>Délibération visée en sous préfecture de Saumur le 18/09/2017</p>	<p><u>REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC PAR LES OUVRAGES DE DISTRIBUTION GAZ ANNEE 2017</u></p> <p>La Commune de Varrains est desservie en gaz naturel et perçoit à ce titre une redevance d'occupation du domaine public pour les ouvrages de distribution de gaz naturel.</p> <p>Conformément aux articles L.2333-84 et L.2333-86 du Code Général des Collectivités Territoriales, le concessionnaire est tenu de s'acquitter auprès des communes des redevances dues au titre de l'occupation du domaine public par les ouvrages de distribution de gaz naturel.</p> <p>Le décret n° 2007-606 du 25 avril 2007 a revalorisé le calcul de cette redevance, qui est basé sur la longueur de canalisations de gaz naturel situées sous le domaine public communal.</p> <p>Après lecture du courrier en date du 1/08/2017, Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal :</p> <ul style="list-style-type: none">- d'accepter le montant de la redevance pour occupation du domaine public par le réseau public de distribution gaz au taux maximum en fonction du linéaire exprimé en mètres, arrêté en 2017, soit un montant de 463.00 euros ;- que ce montant soit revalorisé automatiquement chaque année par application à

	<p>la fois du linéaire arrêté à la période susvisée et de l'index de l'ingénierie mesuré au cours des douze mois précédant la publication de l'index connu au 1er janvier. La recette correspondant au montant de la redevance perçu sera inscrite au compte 70323.</p> <p>LE CONSEIL MUNICIPAL, après avoir entendu cet exposé A l'unanimité, - ADOPTE les propositions qui lui sont faites concernant la redevance d'occupation du domaine public par les ouvrages des réseaux publics de distribution de gaz pour l'année 2017</p>
<p>Réf : 2017/9/57</p> <p>A l'unanimité Pour : 10 Contre : 0 Abstentions : 0</p> <p>Délibération visée en sous préfecture de Saumur le 18/09/2017</p>	<p><u>REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC PAR LES OUVRAGES DE DISTRIBUTION TELECOM</u> <u>ANNEE 2017</u></p> <p>Par courrier du 24/08/2017, la Société ORANGE a transmis le tableau récapitulatif du décompte du patrimoine des équipements de communications électroniques sur le territoire de Varrains, arrêté au 31/12/2016.</p> <p>Pour la redevance 2017, en application du décret n° 2005-1676 du 27/12/2005 et compte tenu du calcul de l'actualisation, les tarifs plafonds sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 40 euros par km pour les artères aériennes - 30 euros du km pour les artères en sous-sol - 20 euros par m² pour l'emprise au sol <p>Compte-tenu de la prise en compte des tarifs ci-dessus et de la situation du patrimoine de la Commune de Varrains, le calcul est le suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - artères aériennes : 4.628 kms x 40.00 euros = 185.12 euros - artères souterraines : 36.646 kms x 30.00 euros = 1099.38 euros - emprise au sol en m² : 3 m² x 20.00 euros = 60.00 euros <p>soit un total de redevance à percevoir d'Orange par la commune de Varrains de 1344.50 euros</p> <p>le coefficient d'actualisation pour la redevance de l'exercice 2017 est de 1.26845 soit un montant de 1705.43 euros</p> <p>LE CONSEIL MUNICIPAL, après avoir entendu cet exposé A l'unanimité, - ADOPTE les propositions qui lui sont faites concernant la redevance d'occupation du domaine public par les ouvrages des réseaux publics de distribution télécom par Orange pour l'année 2017</p>
<p>Réf : 2017/9/58</p> <p>A l'unanimité Pour : 10 Contre : 0 Abstentions : 0</p> <p>Délibération visée en sous préfecture de Saumur le 18/09/2017</p>	<p><u>CESSION DE BIENS</u> <u>VENTE D'UN BROUYEUR</u></p> <p>La commune possède depuis juin 2004 un broyeur à herbe qui nécessite des réparations importantes.</p> <p>Un acquéreur, Monsieur POUPARD, s'est manifesté pour acheter ce matériel pour les pièces pour une valeur de 100 euros</p> <p>Après en avoir délibéré</p> <p>LE CONSEIL MUNICIPAL</p> <ul style="list-style-type: none"> - EST FAVORABLE à la vente de ce matériel pour un prix de 100 euros - DIT que les écritures de cessions seront effectuées sur le budget 2017
<p>Réf : 2017/9/59</p> <p>A l'unanimité Pour : 10 Contre : 0 Abstentions : 0</p>	<p><u>REDEVANCE POUR OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL</u></p> <p>Considérant que les tarifs d'occupation du domaine public pour la vente par camion doivent être déterminés et révisés annuellement</p> <p>Considérant que le montant était de 120 euros pour l'année 2017</p> <p>LE CONSEIL MUNICIPAL Après en avoir délibéré,</p>

<p>Délibération visée en sous préfecture de Saumur le 18/09/2017</p>	<p>- DECIDE de ne pas augmenter le tarif 2017 et de conserver le montant à 120.00 euros par emplacement et par jour à payer par les organisateurs de ventes occasionnelles sur le domaine public communal - DIT que ce tarif prendra effet à compter du 1/1/2018</p>
<p>Réf : 2017/9/60</p> <p>A la majorité Pour : 9 Contre : 1 Abstentions : 0</p> <p>Délibération visée en sous préfecture de Saumur le 18/09/2017</p>	<p><u>REDEVANCE POUR OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC</u> <u>VENTE D'HUITRES</u></p> <p>Monsieur GRUET Thierry, ostréiculteur à NIEULLE-SUR-SEUDRE (Charente-Maritime) a sollicité une autorisation pour vendre des huîtres, près de la place de l'Ormeau, à compter du 09 septembre 2017.</p> <p>Il est proposé de lui réserver un emplacement moyennant le paiement d'une redevance. LE CONSEIL MUNICIPAL, Après en avoir délibéré, A l'unanimité</p> <ul style="list-style-type: none"> - AUTORISE Monsieur Thierry GRUET, ostréiculteur, à occuper sur le domaine public communal un emplacement situé près de la Place de l'Ormeau, - FIXE le montant de la redevance pour occupation du domaine public à 260.00 euros pour la période du 09 septembre 2017 au 30 avril 2018.
	<p><u>DEMANDE DE SUBVENTION PAR LE CLUB DE BADMINTON</u></p> <p>Le Club sportif a déposé une demande de subvention mais qui s'avère incomplète (manque le détail sur la commune de résidence des inscrits). Par conséquent, dans un souci d'équité vis-à-vis des autres associations qui ont déposé un dossier complet, le Conseil Municipal décide de ne pas octroyer de subvention au club de Badminton Loisirs.</p>
<p>Réf : 2017/9/61</p> <p>A l'unanimité Pour : 10 Contre : 0 Abstentions : 0</p> <p>Délibération visée en sous préfecture de Saumur le 18/09/2017</p>	<p><u>CONTROLE DE LEGALITE ET CONTROLE BUDGETAIRE</u> <u>TELETRANSMISSION DES ACTES</u></p> <p>Le système d'information @CTES a vu le jour au début des années 2000, sous l'effet d'une double prise de conscience : la nécessité de faire entrer l'administration (État et collectivités) dans la « modernité » électronique et celle de recentrer l'activité des fonctionnaires sur les tâches les plus valorisantes constituant leur cœur de métier en les déchargeant des activités matérielles annexes.</p> <p>Ce système d'information participe à la modernisation de l'administration grâce à la chaîne de dématérialisation qu'il instaure entre l'État et les collectivités. Il contribue à la fluidification et à l'accélération des échanges relatifs au conseil et au contrôle juridique et budgétaire avec les représentants de l'État.</p> <p>ACTES (ou « @CTES »), qui signifie « Aide au Contrôle de légalité dématérialisé », désigne à la fois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le système d'information régalién visant à dématérialiser la transmission par les collectivités des actes soumis au contrôle de légalité et au contrôle budgétaire du représentant de l'État, via une plate-forme fournie par un opérateur de transmission homologué ; - l'application gérée par le ministère de l'intérieur permettant aux agents des préfectures et des sous-préfectures en charge de ces contrôles de contrôler sur écran les actes transmis par voie électronique. <p>Le système d'information @CTES permet aux communes de transmettre par voie électronique tous les actes soumis au contrôle de légalité, dont les actes réglementaires, les actes individuels, les actes contractuels et les délibérations parmi lesquelles figurent les actes budgétaires (c'est-à-dire toutes les délibérations adoptant le budget primitif, les décisions modificatives, le compte administratif et les budgets supplémentaires, auxquelles doivent être annexées les maquette budgétaires dûment renseignées</p> <p>La transmission électronique produit les mêmes effets juridiques que la transmission matérielle et n'a pas d'incidence sur la composition des actes transmis par voie électronique et notamment sur la liste des pièces jointes exigibles.</p> <p>Plus précisément, @CTES offre aux communes et à leurs établissements publics locaux</p>

raccordés à ce système d'information la possibilité de :

- transmettre à tout moment par voie électronique aux services de l'État les actes soumis au contrôle de légalité et au contrôle budgétaire avec la possibilité d'annuler un envoi en cas d'erreur ;
- recevoir automatiquement, « en temps réel », l'accusé de réception qui contribue à rendre l'acte exécutoire (sous réserve des formalités de publication et de notification).

Outre sa fonction essentielle de transmission électronique, le système d'information @CTES s'inscrit dans la cadre de la modernisation du contrôle de légalité et du contrôle budgétaire à l'intérieur même des services de l'État : les agents de préfectures et les autres agents des services déconcentrés de l'État connectés à l'application en tant qu'utilisateurs bénéficient de fonctionnalités de nature à leur permettre de se recentrer sur leurs fonctions de contrôle et de conseil auprès des collectivités.

Les communes qui décident de transmettre par voie électronique tout ou partie de leurs actes soumis au contrôle de légalité et/ou au contrôle budgétaire ou à une obligation de transmission au représentant de l'État dans le département doivent :

- sélectionner, après recherche de l'offre la plus avantageuse et dans le respect du droit de la concurrence, l'un des opérateurs de transmission agréés par le Ministère de l'Intérieur (liste consultable sur le portail de l'État au service des collectivités territoriales) à la rubrique « Dématérialisation : ACTES », « @CTES », « Autres infos sur ce thème », « [Plates-formes des opérateurs de transmission homologuées pour le système d'information @CTES](#) ») ;
- déléguer au maire, par délibération du conseil municipal, la faculté de recourir à la transmission électronique et de signer, d'une part un marché avec un opérateur de transmission et, d'autre part une convention de transmission électronique avec la préfecture ;
- passer un marché avec l'opérateur de transmission agréé retenu par la commune ;
- signer une [convention de transmission électronique avec le représentant de l'État dans le département](#) (décret n° 2005-324 du 7 avril 2005 pris en application de l'article 139 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales).

27. Le contrat passé par la commune avec un opérateur de transmission

Pour sécuriser et simplifier techniquement l'utilisation du système d'information @CTES, il est demandé aux communes de s'adresser à des opérateurs de transmission agréés, conformément aux dispositions de l'article R. 2131-1 du CGCT qui prévoit que « *La commune, lorsqu'elle choisit d'effectuer par voie électronique la transmission de tout ou partie des actes mentionnés à l'article L. 2131-2, recourt à un dispositif de télétransmission ayant fait l'objet d'une homologation dans des conditions fixées par arrêté du ministre de l'intérieur* ».

Le recours au dispositif de transmission homologué, via un opérateur de transmission agréé, s'effectue par la voie d'un marché public passé avec l'opérateur qui en assure l'exploitation, marché qui, compte tenu de son montant, prend le plus souvent la forme d'un marché à procédure adaptée. Les communes décidant d'opter pour la transmission électronique peuvent également se rassembler en groupements de commande (auquel cas elles contractualisent en direct avec le prestataire, opérateur de transmission), afin de négocier au plus bas prix le coût de la transmission électronique. Les communes peuvent également contractualiser avec un « opérateur de mutualisation^[2] », lequel aura négocié en amont au plus bas prix le coût de ce service de transmission électronique) pour le compte des communes qui lui sont raccordées et qui aura la charge de contracter avec lui.

Définition d'un opérateur de transmission :

Un opérateur de transmission (appelé jusqu'à présent « tiers de télétransmission ») est une personne morale de droit public ou privé, fournisseur de services de transmission électronique, et agréée par le ministère de l'intérieur, exploitant et mettant à disposition

	<p>des communes qui le souhaitent un dispositif de transmission homologué.</p> <p>Tout opérateur de transmission agréé par le ministère de l'intérieur signe une convention de raccordement avec ce dernier. C'est en vertu de cette convention qu'il est autorisé à retransmettre de façon électronique aux services techniques du ministère de l'intérieur les actes des communes clientes qui lui sont raccordées.</p> <p>A l'égard des communes émettrices, l'opérateur de transmission est responsable :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de la mise en œuvre opérationnelle, • de l'exploitation et du fonctionnement de ce dispositif de transmission. <p>Vis-à-vis du ministère de l'intérieur, il est le seul interlocuteur pour le fonctionnement technique du dispositif de transmission qui lui permet d'envoyer les actes sur la plateforme technique du ministère.</p> <p>Concrètement, les communes volontaires signent avec le représentant de l'État territorialement compétent une convention récapitulant la date de démarrage du processus, les données concernant l'opérateur de transmission agréé et s'il y a lieu, les données relatives à l'opérateur de mutualisation, la nature et le périmètre (matières choisies) des actes concernés par la transmission électronique, le nombre de niveaux choisis dans la nomenclature, les engagements respectifs de la commune et du représentant de l'État pour l'organisation et le fonctionnement de la transmission électronique, les modalités de renonciation par la commune à la transmission par voie électronique, etc.</p> <p>En cas de problème grave et persistant, le préfet peut suspendre la transmission électronique et de son côté la commune peut y renoncer.</p> <p>De même, le préfet peut suspendre l'application de la convention lorsqu'il constate des altérations graves du fonctionnement du dispositif de transmission électronique ou lorsqu'il est empêché de prendre connaissance des actes transmis ou que ce dispositif ne satisfait plus aux conditions d'homologation.</p> <p>Toute suspension fait l'objet d'une notification écrite à la commune qui procède, dès lors, à la transmission de ces actes sur support papier</p> <p>CONSIDERANT la consultation effectuée, l'organisme FAST peut être retenu comme tiers de télétransmission (organisme financé à 100 % par le Conseil Départemental de Maine-et-Loire)</p> <p>CONSIDERANT le coût de la certification électronique estimé par le prestataire Chambersing à .50.00 euros HT pour une année</p> <p>LE CONSEIL MUNICIPAL Après en avoir délibéré</p> <p>DECIDE de procéder à la télétransmission des actes pour le contrôle de légalité et le contrôle budgétaire</p> <p>DIT que le tiers de télétransmission retenu est la Société FAST</p> <p>DIT que le prestataire retenu pour la certification électronique est CHAMBERSIGN CHARGE et AUTORISE Monsieur le Maire ou à défaut l'adjoint aux finances (M. BOIREAU) à conduire, mener à terme toute démarche et signer tout document relatif à cette opération.</p>
--	--

VOIRIE

Maîtrise d'œuvre sur projet de voirie rues de la Poterne et des Roches Neuves
Un rendez-vous est prévu avec la commission voirie le mardi 12 septembre 2017 à 18 h 30 avec le Cabinet d'Etudes Pragma. Un avant projet sera présenté par ce dernier.

DROITS DE PREEMPTION URBAINS

- 57 grand'Rue
- 62 chemin des Rivières

- 33 et 35 rue du Bourg-Neuf
- 30 Grand'Rue
- 68 chemin des Rivières
- 65 Grand'Rue
- 26 rue des Caves

CCAS

- A prévoir une réunion en octobre 2017
 - Dossier de prise en charge d'une famille domiciliée sur la Commune pour un enfant en difficulté
- Mme Catherine MILLON THIBAUT explique que le service Enfance et Jeunesse de la Ville de Saumur s'est mis en relation avec la commune pour une demande de participation financière relatifs à des frais d'encadrement sur le plan périscolaire d'un enfant présentant des problèmes de comportements et domiciliés sur Varrains. Après contact pris auprès des services sociaux, du service Enfance Jeunesse de la ville de Saumur, une réunion s'est tenue en mairie de Varrains le 6 septembre dernier avec les différents intervenants et le père de l'enfant pour trouver une solution à une prise en charge de cet enfant, qui nécessite un éducateur spécialisé lorsqu'il est placé par son père au centre aéré, les mercredis et vacances scolaires.

AFFAIRES SCOLAIRES

Rentrée scolaire 2017

L'Ecole Publique des Rogelins enregistre un effectif de 89 élèves.

Monsieur le Maire revient sur l'organisation du temps périscolaire.

Concernant notamment les Temps d'activités Périscolaires, 2 agents (Monia et Marielle) sont en charges de tous les élèves de la maternelle auxquels s'ajoutent 5 à 6 primaires. Sylvie Nepveux viendra compléter le groupe d'encadrant 1 heure par séance à partir de 15 h 30.

Stéphanie Jeanneteau s'occupera des enfants du CP.

Monsieur le Maire explique qu'il manque un agent sur le temps du lundi, puisque l'Harmonie de varrains-chacé met à disposition qu'un seul animateur.

Le jeudi, c'est l'intervention de 2 animateurs de l'Afriej.

(voir délibérations ci-dessous)

Monsieur le Maire explique qu'un atelier de beaux-arts vient d'ouvrir à Varrains, au 16 bis rue des Rogelins, tenu par Mme Sylvia LE TRETOLLEC.

Une rencontre a eu lieu avec elle et une proposition d'activités aux TAP est envisagée, notamment le lundi après-midi.

Un groupe de 5 à 10 enfants peut être accueilli à l'atelier. La séance a un coût de 10 euros/heure/enfant.

Après discussion, les conseillers sont favorables à un essai sur un trimestre.

(voir délibération ci-dessous)

Réf : 2017/9/62

A l'unanimité

Pour : 10

Contre : 0

Abstentions : 0

Délibération visée en
sous préfecture de
Saumur le 18/09/2017

CONVENTION AVEC L'HARMONIE VARRAINS/CHACÉ POUR LA MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL DANS LE CADRE DE L'ORGANISATION DES TAP POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2017/2018

CONSIDERANT l'organisation des rythmes scolaires et la mise en place d'activités proposées par l'Harmonie Varrains-Chacé chaque lundi au sein du Groupe Scolaire des Rogelins, à compter de septembre 2017 et ce pour l'année scolaire 2017-2018

CONSIDERANT la convention à intervenir avec l'Harmonie Varrains-Chacé pour l'organisation et la mise à disposition d'animateur,

Après avoir entendu la lecture de la proposition contractuelle,

LE CONSEIL MUNICIPAL,
Après en avoir délibéré

- ACCEPTE les termes de la convention à intervenir pour la mise à disposition de personnel de l'Harmonie de Varrains-Chacé pour l'année scolaire 2017-2018
- AUTORISE Monsieur le Maire à signer cette proposition contractuelle.

Réf : 2017/9/63

CONVENTION AVEC L'ASSOCIATION FAMILLES RURALES INTERCOMMUNALE ENFANCE JEUNESSE POUR LA MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL DANS LE

<p>A l'unanimité Pour : 10 Contre : 0 Abstentions : 0</p> <p>Délibération visée en sous préfecture de Saumur le 18/09/2017</p>	<p><u>CADRE DE LA MISE EN PLACE DES RYTHMES SCOLAIRES EN SEPTEMBRE 2017</u> CONSIDERANT l'organisation des rythmes scolaires et la mise en place d'activités proposées par l'Association Familles Rurales Intercommunale Enfance Jeunesse chaque jeudi au sein du Groupe Scolaire des Rogelins, à compter de septembre 2017 et ce pour l'année scolaire 2017/2018,</p> <p>CONSIDERANT la convention à intervenir avec l'Association Familles Rurales Intercommunale Enfance Jeunesse pour l'organisation et la mise à disposition d'animateurs,</p> <p>Après avoir entendu la lecture de la convention,</p> <p>LE CONSEIL MUNICIPAL, Après en avoir délibéré</p> <p>- ACCEPTE les termes de la convention à intervenir pour la mise à disposition de personnel de l'AFRIEJ pour l'année scolaire 2017/2018 - AUTORISE Monsieur le Maire à signer cette convention.</p>
<p>Réf : 2017/9/64</p> <p>A l'unanimité Pour : 10 Contre : 0 Abstentions : 0</p> <p>Délibération visée en sous préfecture de Saumur le 18/09/2017</p>	<p><u>MISE EN PLACE DES NOUVEAUX RYTHMES SCOLAIRES</u> <u>CONVENTION INTERCOMMUNALE POUR LA MISE EN PLACE D'UN TRANSPORT</u> <u>ENTRE LES ECOLES</u> <u>ANNEE SCOLAIRE 2017/2018</u></p> <p>Afin de prolonger la mise en place des nouveaux rythmes scolaires à compter de la rentrée de septembre 2017, les maires des différentes communes à savoir, Chacé, Brézé, Varrains, Saint Cyr en Bourg, Artannes-sur-Thouet, et du Coudray Macouard, proposent de convenir d'une convention intercommunale pour la mise en place d'un transport pour les enfants des différents écoles afin de les conduire le mercredi midi vers le ou les centres aérés organisés par l'Association Familles Rurales Intercommunale Enfance Jeunesse,</p> <p>Monsieur le Maire donne lecture de cette convention</p> <p>Après avoir entendu Monsieur le Maire, LE CONSEIL MUNICIPAL Après en avoir délibéré,</p> <p>- ACCEPTE les termes de la convention à intervenir entre Chacé, Brézé, Varrains, Saint Cyr en Bourg, Artannes-sur-Thouet, et du Coudray Macouard, pour la mise en place d'un service de transport le mercredi midi, afin de faciliter le transport des enfants des écoles vers le ou les centres aérés organisés par l'Association Intercommunale Enfance Jeunesse (AFRIEJ), pour l'année scolaire 2017/2018 - AUTORISE Monsieur le Maire à signer cette convention à intervenir pour l'année scolaire 2017/2018</p>
<p>Réf : 2017/9/65</p> <p>A l'unanimité Pour : 10 Contre : 0 Abstentions : 0</p> <p>Délibération visée en sous préfecture de Saumur le 18/09/2017</p>	<p><u>CONVENTION AVEC L'ATELIER BEAUX-ARTS PEN'SYL POUR LA PROPOSITION</u> <u>D'ACTIVITES ARTISTIQUES DANS LE CADRE DE LA MISE EN PLACE DES RYTHMES</u> <u>SCOLAIRES EN SEPTEMBRE 2017</u></p> <p>CONSIDERANT la reconduction de l'organisation des rythmes scolaires (Temps d'Activités Périscolaires TAP) , à compter de septembre 2017 et ce pour l'année scolaire 2017/2018,</p> <p>CONSIDERANT l'ouverture d'un atelier de beaux arts par Mme LE TETROLLEC Sylvia au 16 bis rue des Rogelins à Varrains, permettant d'accueillir un groupe d'enfants sur le temps des TAP le lundi après-midi, et ce du 18 septembre au 18 décembre 2017</p> <p>Après avoir entendu les conditions d'accueil des enfants au cours de ce temps d'activités périscolaires,</p> <p>LE CONSEIL MUNICIPAL,</p>

Après en avoir délibéré

- ACCEPTE de conclure une convention à intervenir pour l'accueil d'un groupe d'enfants de l'Ecole Publique des Rogelins à l'Atelier des Beaux Arts Pen'Syl à Varrains, durant le temps des TAP le lundi après-midi, du 18/09 au 18/12/2017
- AUTORISE Monsieur le Maire à signer cette convention.

PERSONNEL COMMUNAL

ELECTIONS

COMMUNICATION

Feuille de Vigne – octobre 2017

Monsieur Joël BOIREAU travaille sur plusieurs sujets : la rentrée scolaire des deux écoles de Varrains, les projets de voirie, journée Zéro Déchets à l'école publique en juin 2017, le projet de commune nouvelle...

Agenda 2018

Une collaboration est poursuivie avec Infocom. Une page spéciale relatant la liste des maires de Varrains figurera dans l'agenda.

FETES ET CEREMONIES

ESPACES VERTS

SAUMUR AGGLO

AFFAIRES DIVERSES

- Information Mairie de Distré : organisation scolaire

Monsieur le Maire donne lecture reçu le 18/07 dernier de Monsieur le Maire de Distré informant que sa commune pratiquera au niveau de l'école un retour à la semaine des quatre jours. Un système d'accueil du mercredi sur place est organisé par la commune et géré par l'Afriej

- Rappel – invitation Fêtes des Ifs le week-end du 9 et 10 septembre 2017-09-16

- Saumur Agglo Val de Loire – opération Traque aux Watts destinée à mesurer les déperditions énergétiques chez l'habitant par photos des habitations avec l'appui d'Espace Infos Energies

Le Conseil Municipal ne donne pas suite à la mise en place de cette action cette année- déjà pratiquée en 2016

- Information de la députée de Maine et loire – Mme Laëtitia Saint Paul – proposition de permanences itinérantes au plus près des habitants

- Opération « nettoyons le Thouet » le samedi 30 septembre 2017 de 8 h 30 à 12 h 30 – information à relayer auprès des habitants.

- Problème soulevé par Monsieur Cédric Bonneau au sujet du fonctionnement des feux tricolores (passage des vélos)

- Lettre de Monsieur PLUCHET et Madame HALOPEAU, domiciliés 73 bd Saint Vincent à Varrains – Monsieur le Maire donne lecture de ce courrier reçu le 25 août dernier. Ces administrés veulent acheter un terrain appartenant à la commune en face de leur habitation.

Le terrain communal sert actuellement à entreposer les déchets verts par les agents communaux.

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'une autre proposition d'achat avait été formulée par Monsieur POILBOUT riverain de ce terrain.

Monsieur le Maire souhaiterait réunir la commission chargée de la cession/achats de terrain au plus vite afin de voir plusieurs dossiers.

Le Conseil Municipal ne prend pas de décision concernant cette demande.

- Plaintes au sujet des chats errants sur la commune

A plusieurs reprises, M. DACQUIN habitant rue des Roches Neuves s'est déplacé en mairie pour signaler la présence des chats errants et les nuisances qu'ils engendraient sur la propriété (présence d'excréments, puces, agressivité des chats.). également, Monsieur Dacquin a transmis un courrier en recommandé le 21/08 dernier relatant la situation qui perdure depuis de nombreuses années et menaçant que de saisir les services sociaux, la presse et de porter plainte contre la commune. Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'il revient à la commune de traiter ce problème par la capture et la stérilisation des animaux. La difficulté et le coût ne sont pas négligeables. Egalement, Monsieur le Maire dit qu'en parallèle la situation est aggravée par le fait que des administrés nourrissent ces animaux, ce qui est interdit.

Une réunion sera à prévoir.

- Vœux de la Communauté d'Agglo Saumur Val de Loire – le jeudi 18 janvier 2018 à 18 h 30

LEGRAND Didier	BIRIE-HABAS Cécile	KAMINSKI-MILLON Aurélie
MISANDEAU Jeannine	DELAMARE Pierre-Yves	ROBERT Eric
MILLON-THIBAUT Catherine	BONNEAU Cédric	HAY Sylvain
BOIREAU Joël	PEREIRA Véronique ////////////////////	